

Congrès de l'Association française de science politique  
Strasbourg, 31 août-2 septembre 2011

*Section thématique 51 « Sociologie politique du sport - Renouveau des perspectives et approches comparées »*

**Le sport au service de la candidature de la Turquie  
à l'Union européenne**

Jean-François POLO  
Institut d'Etudes Politiques de Rennes-CRAPE

“ *Maintenant, nous sommes devenus des Européens !*”<sup>1</sup> Ainsi s'exclamait l'ancien président de la République turc Süleyman Demirel, célébrant la victoire du club de football de Galatasaray en finale de la coupe de l'UEFA, le 18 mai 2000. Pour Bülent Ecevit, Premier ministre turc de l'époque, ce succès qui honorait la nation turque pourrait assurément avoir des effets au-delà du football, et d'ajouter qu'il venait juste de recevoir un appel de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, pour le féliciter<sup>2</sup>. Quant au ministre de la Justice turc qui, avec d'autres collègues du gouvernement, avait fait le déplacement à Copenhague où se disputait la finale, l'équipe de Galatasaray avait joué un jeu qui était précisément compatible avec « les critères de Copenhague ».

Ces déclarations opportunes et malicieuses doivent être replacées dans le contexte de l'époque où la Turquie, candidate à l'Union européenne (UE) depuis 1987, devait convaincre les Etats membres d'ouvrir les négociations pour l'adhésion. Certes, lors du sommet d'Helsinki en décembre 1999, le Conseil européen avait fini par accepter cette candidature, mais cette décision venait après un précédent refus en décembre 1997 (sommet de Copenhague) qui avait été ressenti par les autorités turques avec d'autant plus d'amertume, que ce même Conseil avait donné son accord pour l'élargissement à neuf nouveaux membres,

---

<sup>1</sup> *Le Monde*, 9 juin 2000.

<sup>2</sup> *Turkish Daily News*, 19 mai 2000, [www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=galatasaray-to-be-awarded-state-high-service-medal-2000-05-19](http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=galatasaray-to-be-awarded-state-high-service-medal-2000-05-19)

renforçant les crispations des relations turco-européennes (Insel, 2000). Tout au long de la décennie 2000, la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a entraîné des débats, souvent passionnels, en Turquie comme en Europe. Si les négociations pour l'adhésion ont bien débuté en octobre 2005, le rythme des avancées est bien lent (en 2011, seulement 13 chapitres sur 35 ont été ouverts et un seul fermé) et l'issue du processus bien incertaine. En effet, outre les difficultés des autorités turques à transposer les acquis communautaires et malgré d'importantes réformes politiques, juridiques, institutionnelles saluées par la Commission européenne, plusieurs dirigeants des Etats membres restent opposés à cette adhésion. Les raisons de ces réticences sont multiples : question des droits des minorités et plus largement de la vie démocratique ; question géopolitique ; question du poids économique et démographique de la Turquie et enfin la question religieuse, souvent sous-jacente, rarement posée de façon explicite, mais qui reste la plus cruciale car, à la différence des autres, pour les autorités turques, il n'est pas possible (ni souhaitable) ici d'améliorer des indices ou de progresser vers des normes européennes. En ce sens, la candidature turque a bien « relancé en Europe la réflexion sur l'identité européenne dans sa dimension culturelle et religieuse » (Monceau, 2009, 15). Cette réticence persistante sur l'« eurocompatibilité » de la Turquie, conduit les gouvernements successifs de ce pays à tenter de convaincre les Européens de la légitimité de son appartenance à l'Europe.

Il ne s'agira pas ici de s'interroger sur la place de la Turquie en Europe (voir *Politique européenne*, 2009, n°29), mais d'analyser comment cette question est retravaillée par le sport, pratique sociale qui interroge les identités, les représentations, les appartenances. Autrement dit, qu'est ce que l'analyse du sport en Turquie, de son développement, des fonctions qui lui sont assignées par le politique, du rôle qu'il joue dans des processus d'identification nous apprennent des relations de la Turquie à l'Europe ? Les commentaires exprimés ci-dessus par des responsables politiques turcs méritent finalement d'être pris au sérieux. Face à ceux qui douteraient de l'« européenité » de la Turquie, la participation des sportifs turcs à toutes les compétitions continentales dans tous les sports (Gillon, Grosjean, Ravanel, 2010) où leur présence n'est pas discutée constituerait la preuve de son appartenance à l'Europe. Mieux, grâce aux succès et aux performances de ses athlètes et équipes, la Turquie démontre, en outre, qu'elle peut exceller au plus haut niveau<sup>3</sup>. Pour un pays qui s'efforce de convaincre de la légitimité de sa candidature à l'UE, le sport peut ainsi être un formidable outil de promotion d'une image, de la mise en scène d'une modernité et d'une réussite économique.

---

<sup>3</sup> Dans certains sports, notamment le football, il est communément admis que les compétitions européennes sont beaucoup plus difficiles que les compétitions mondiales compte tenu du haut niveau général de concurrence.

Le sport dont il s'agit ici concerne plus particulièrement le domaine des grandes compétitions internationales médiatisées, car elles sont le théâtre d'une mise en scène de soi, de sa relation à l'autre que les médias contribuent à amplifier. Depuis une vingtaine d'années, l'événementiel sportif en Turquie a pris une place croissante sur l'agenda politique national. Les manifestations de cet intérêt pour le sport sont diverses. De la multiplication des candidatures turques pour accueillir de grandes compétitions internationales, en passant par la célébration des succès sportifs ou bien encore par le fort investissement symbolique de certaines rencontres opposant les équipes turques à des adversaires de pays voisins avec lesquels les relations restent délicates, ces événements sportifs, semblent investis par les autorités politiques pour servir les ambitions européennes de la Turquie. Mais le sport en Turquie est aussi révélateur d'une relation complexe à l'Europe, parfois ambiguë, nourrie d'espérance mais aussi marquée par la déception et qui peut se manifester de façon spectaculaire dans les enceintes sportives par les attitudes ou les déclarations des supporters et des dirigeants. Le sport qui participe aux dynamiques de la construction identitaire, interroge les formes d'appartenance, les logiques d'identification, à tous les niveaux, local (Smith, 2002), national (Thiesse, 2001) et européen (Dine, Crosson, 2010). En ce sens, le sport touche aux représentations de soi et dessine des lignes de tension entre « nous » et « eux » qui débordent l'espace du champ sportif pour trouver un sens dans l'espace politique et géopolitique. Dans cette contribution portant sur les liens que l'on peut établir entre Sport, Europe et Turquie, on montrera donc que le sport s'inscrit dans une double dimension, comme instrument de promotion de la Turquie vers l'UE et comme reflet d'une relation ambiguë à l'Europe.

Evoquer la dimension européenne du sport revient à interroger la relation entre sport et politique qui est récurrente dans les discours ordinaires comme dans les analyses savantes. Si le mouvement sportif proclame son « non-alignement » à travers des formules bien rodées (« sport et politique ne font pas bon ménage » ; « le sport, c'est pas la guerre »), nombreux sont les exemples qui apportent la preuve du contraire. Jacques Defrance (2000) fait même le constat d'une politique de l'apolitisme sportif par l'affirmation de la neutralité, du pacifisme du sport. En tant qu'activité humaine, le sport a des implications multiples, effectives ou potentielles, dans la vie politique. La question de la dimension politique du sport prend une importance particulièrement prononcée dans une dimension internationale. Pour Pierre Milza (1984), une réflexion sur les enjeux internationaux du sport pourrait se structurer autour de trois pistes : le sport comme composante et reflet de la scène internationale ; le sport comme moyen de la politique étrangère ; le sport comme révélateur du sentiment public.

On montrera que si le sport sert d'instrument de promotion de la Turquie en Europe, notamment vis-à-vis de sa candidature à l'UE, il est aussi révélateur des lignes de fractures, des zones de tension dans le rapport des Turcs à eux-mêmes, dans la relation complexe de la Turquie à l'Europe, et dans les fondements du projet politique de la république turque.

### **I. Le sport comme instrument de promotion de la Turquie dans l'Europe**

La question du lien entre sport et politique en Turquie va bien au-delà d'une simple reconnaissance internationale. Le sport est perçu comme un moyen de normalisation pour un pays qui depuis longtemps revendique un ancrage à l'Ouest que l'Europe hésite encore à lui accorder. L'adhésion à l'UE, qui marquerait la reconnaissance ultime de son appartenance à l'Europe, reste une des questions majeures de l'agenda politique national. Dans ce contexte, le sport est perçu comme un moyen d'action parmi d'autres<sup>4</sup> pour promouvoir la Turquie en Europe. Cette stratégie passe par un soutien politique continu aux initiatives prises par les acteurs du monde sportif pour accueillir des compétitions sportives internationales et par un investissement direct du pouvoir dans une forme de diplomatie sportive à part entière.

#### *L'événementiel sportif, une promotion implicite de l'euroanéité de la Turquie*

Depuis les années 1990, la Turquie a multiplié l'organisation de rencontres sportives internationales. Si les premières compétitions étaient limitées, au départ, aux disciplines dans lesquelles les athlètes turcs traditionnellement excellent (lutte et haltérophilie), dans les années 2000, l'éventail des épreuves accueillies s'est considérablement élargi pour toucher désormais les sports parmi les plus populaires et les plus médiatisés de la planète : championnat d'Europe de natation (2000 et 2009) ; *championnat d'Europe (2001) et du monde (2010) de Basket Ball* ; *finale de la Champions' League (2005) et de la European League (2009) de football*. Depuis 2003, elle accueille une épreuve de la coupe du monde de Rallye et depuis 2005 un grand prix de Formule 1 à Istanbul. Elle organisera en 2012, les championnats du monde d'athlétisme en salle et les championnats du monde de natation (petit bassin). Enfin, elle s'est portée candidate, sans succès jusqu'à présent, à l'organisation des championnats d'Europe de football (2008 et 2016) et des Jeux Olympiques (2000, 2004, 2008, 2012)<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> La victoire d'une chanteuse turque au concours de l'Eurovision en 2003 ou le succès de l'organisation de la Conférence internationale des Nations Unies *Habitat 2000* ont également été salués dans la presse turque dans cet esprit. Il en fut de même avec les événements culturels d'« Istanbul, capitale européenne de la culture pour 2010 » ont été autant d'opportunités pour valoriser l'image et le dynamisme du pays.

<sup>5</sup> Depuis 1992, la ville d'Istanbul s'est successivement présentée à quatre reprises pour organiser le plus grand événement sportif de la planète (candidatures aux Jeux de 2000, 2004, 2008 et 2012).

Cette croissance de l'événementiel sportif s'est déroulée dans une période exceptionnelle d'ouverture politique et économique de la Turquie, marquée par la volonté d'accéder à une reconnaissance internationale et de se rapprocher de l'Europe. Au milieu des années 1980, la Turquie a entamé une libéralisation de son économie qui a entraîné une transformation importante de la société turque avec une forte croissance des populations urbaines aspirant progressivement à un mode de vie occidental. On assiste aussi à l'émergence d'une catégorie d'entrepreneurs privés et de grands groupes industriels et de presse. Certains d'entre eux ont cherché à sponsoriser des épreuves sportives et des équipes professionnelles à mesure que les clubs de supporters se structuraient et que les compétitions attiraient de plus en plus de spectateurs.

Les multiples candidatures turques à l'accueil de compétitions sportives internationales relèvent de la volonté d'accéder à une reconnaissance et à un prestige international. En effet, les grands événements sportifs sont autant d'opportunités pour mieux faire connaître à l'extérieur la Turquie. En ce sens, les dossiers de candidatures permettent d'appréhender l'image de la Turquie qu'entendent défendre les instigateurs de ces candidatures<sup>6</sup>. Les candidats doivent respecter un cahier des charges fixé par les organisations internationales sportives (le Comité International Olympique (CIO) pour les JO et l'Association des Fédérations Européennes de Football (UEFA), pour l'Euro 2008). Tout en répondant aux exigences posées aux pays organisateurs (qualité des infrastructures sportives, sécurité, médias, garanties financières, transports, capacité d'accueil hôtelières, etc.), ils s'efforcent de mettre en valeur leur dossier. Outre les aspects techniques, qui ne sont pas non plus dépourvus de toutes charges symboliques, car indicateurs d'un niveau de développement, ils cherchent également à souligner la spécificité et les atouts de leur candidature. Pour les JO, les villes candidates essaient alors de construire une image singulière, une identité forte qui puisse coller aux idéaux olympiques (COUBERTIN, J. SAMARANCH, 1992).

Alors que la candidature de la Turquie à l'UE bute encore sur des critères politiques (particulièrement sur les questions des droits de l'homme et des minorités), il est intéressant de noter que les dossiers de candidature d'Istanbul aux JO mettent l'accent précisément sur la diversité, le pluralisme et le caractère multiculturel de la ville. Le Comité de candidature d'Istanbul tente de donner l'image d'un pays tolérant et ouvert sur l'altérité. Ainsi, tous les dossiers de candidature d'Istanbul mettent en exergue la situation géographique unique de la ville. Par exemple, le logo de la candidature d'Istanbul représente deux boucles entremêlées

---

<sup>6</sup> Nous nous sommes limités ici aux dossiers de candidatures (*Bid book*) d'Istanbul aux JO (2000, 2004, 2008) et à la candidature conjointe avec la Grèce aux championnats d'Europe de Football 2008 (l'Euro 2008).

(rappelant des anneaux olympiques stylisés) avec le slogan « *La rencontre des continents* ». Elles représentent les continents asiatiques et européens reliés par les deux ponts surplombant le Bosphore. « *Pont entre les cultures et les civilisations d'Europe et d'Asie* », Istanbul est présentée comme le creuset de civilisations millénaires et prestigieuses : « *C'est une ville de culture où langues et religions se sont unies à travers des millénaires de coexistence* »<sup>7</sup>. Plus loin, c'est le caractère « *cosmopolite ancestral* » qui est souligné.

L'accent mis sur la diversité et sur le caractère multiculturel de la ville contraste ainsi avec la prééminence de l'unité nationale défendue par l'État turc. La république turque s'est construite sur une conception unitaire qui n'accordait pas de reconnaissance aux minorités culturelles (seules les minorités religieuses sont reconnues par le droit). Le pouvoir turc redoute par-dessus tout le risque d'une partition du territoire et mène une lutte sans merci contre les velléités autonomistes (notamment contre le mouvement indépendantiste kurde du PKK). La reconnaissance des droits culturels des minorités est une question cruciale dans les négociations d'adhésion à l'Europe. Si depuis 2002, les gouvernements successifs ont adopté de nouvelles lois allant dans le sens des exigences européennes, l'UE reste très attentive à l'application de ces réformes<sup>8</sup>. En mettant l'accent sur la diversité et le pluralisme, les auteurs du dossier de candidature d'Istanbul aux JO tentent de donner une image d'un pays en paix, tolérant et ouvert sur l'altérité. Cette représentation de la Turquie, qui puise dans un discours convenu sur la multiculturalité héritée de l'Empire ottoman, est censée faire contrepoids à l'absence des garanties juridiques sur ces questions.

Les candidatures permettent également de donner l'image d'une Turquie pacifique, enfin réconciliée non seulement avec ses propres citoyens mais aussi avec ses voisins. La candidature conjointe avec la Grèce à l'organisation du Championnat d'Europe de Football de 2008 (l'Euro 2008) relevait ainsi d'une démarche encore plus emblématique. Alors que le poids d'une histoire conflictuelle entre ces deux nations demeure, même si les relations tendent, ces dernières années, à se normaliser, cette candidature commune a été présentée comme le signe d'une volonté de dépasser les antagonismes historiques et comme la preuve d'une maturité politique de deux États modernes. Prenant exemple sur la coupe du Monde de football de 2002 co-organisée par le Japon et la Corée, l'instigateur de ce projet, le Turc Şenes Erzik, (membre du comité exécutif de la FIFA, membre du comité d'organisation pour la Coupe du monde Corée-Japon et vice-Président de l'UEFA), considérait que l'organisation

---

<sup>7</sup> *Istanbul 2008*, Dossier de candidature, p. 2.

<sup>8</sup> Les résistances sont encore très fortes au plus haut niveau des instances de l'État. Après les élections de juin 2011, six députés kurdes élus au Parlement turc sous l'étiquette indépendant n'ont pas été autorisés à siéger pour des accusations de proximité avec le PKK, déclenchant une crise politiques et institutionnelle.

d'une pareille épreuve " *permettrait de rapprocher davantage Turcs et Grecs et de constituer un pont d'une compréhension mutuelle* " <sup>9</sup>. En février 2000, il fit parvenir à son homologue grec une proposition d'une candidature conjointe pour l'Euro 2008. Le projet a immédiatement suscité l'enthousiasme des responsables politiques des deux pays. En dix-huit mois seulement, le dossier de candidature a été bouclé, et la demande officielle déposée à l'UEFA. Le changement de majorité au Parlement turc après les élections de novembre 2002 et l'arrivée d'un nouveau gouvernement n'ont pas modifié le fort soutien politique à ce projet.

Par ailleurs, si les candidatures mettent en avant les atouts de la ville, elles n'occultent pas non plus les défis que pose l'organisation d'un tel événement sur les questions de transports, de sécurité ou d'environnement. Les difficultés ne sont pas niées, mais analysées pour pouvoir être surmontées. Cette attention témoigne aussi d'une prise en compte des faiblesses pointées par le comité d'évaluation du CIO lors des précédentes candidatures. Le Comité de candidature d'Istanbul aux JO sait parfaitement que le dossier de candidature doit reposer sur une présentation crédible et fiable pour être prise au sérieux et ne pas passer pour une vulgaire entreprise de propagande. C'est pour cette raison que les études et les enquêtes contenues dans le dossier, et sa rédaction finale, ont été confiées à un centre de recherches en sciences sociales dirigé par des universitaires formés en France et aux Etats-Unis<sup>10</sup>. Cette démarche relève, selon un des auteurs du dossier de candidature, d'une volonté de transparence attestant d'un degré de maturité et de réalisme. On peut aussi mettre en parallèle cet effort de transparence avec ceux réalisés alors par les autorités gouvernementales vis-à-vis des exigences européennes. Selon le responsable du desk " Turquie " à la Commission européenne, le changement le plus notable dans les relations avec le nouveau gouvernement turc issu des élections de 2002 était, enfin, une même perception des points qui posaient encore problèmes pour l'ouverture des négociations d'adhésion<sup>11</sup>.

Enfin, l'organisation de grandes compétitions sportives internationales permet à la Turquie d'afficher son dynamisme économique. Alors que l'Europe est frappée par une crise économique et financière sévère, la Turquie a connu depuis dix ans une croissance continue (8,9% en 2010) qui la place aujourd'hui comme dix-septième économie mondiale et lui offre une place parmi le G20. Elle tire de ses ressources financières les moyens de renforcer son attractivité comme terre d'accueil d'événements sportifs. Ainsi, en juillet 2010, la fédération internationale de Tennis informait qu'Istanbul accueillera pour la période 2011-2013 le

---

<sup>9</sup> Entretien, Istanbul, janvier 2003.

<sup>10</sup> Entretien avec Cenap Nurat, Directeur de Centre de recherches sociologiques (SAM) et Ferhat Kentel, sociologue, janvier 2003.

<sup>11</sup> Entretien, Bruxelles, juin 2003.

tournoi de tennis féminin le plus richement doté après les épreuves du grand chelem<sup>12</sup>. De même, en février 2011, la ville de Mersin (ville portuaire au sud de la Turquie) s'est vue attribuer l'organisation des Jeux Méditerranéens pour 2013. Préalablement accordé à la Grèce (Volos), la crise a changé la donne. Les difficultés financières de la Grèce et le retard pris dans la réalisation des installations sportives ont conduit le Comité international des Jeux méditerranéens à désigner Mersin, candidate malheureuse en 2007<sup>13</sup>.

La multiplication de grandes compétitions internationales a permis aux dirigeants et promoteurs de l'événementiel sportif d'acquérir des compétences en la matière, de professionnaliser leurs activités. Cet élan profite à la Turquie en général et contribue, en particulier, à faire d'Istanbul une des grandes métropoles européennes pour l'accueil d'événements sportifs, mais aussi culturels ou politiques. En 2010, la Commission européenne a ainsi fait d'Istanbul une capitale européenne de la culture<sup>14</sup>. Dans le domaine du sport, il existe également depuis 2001, un concours désignant la Capitale européenne du sport délivré par l'Association des Capitales Européennes du Sport (ACES) avec le soutien de la Commission européenne. Ce prix récompense les efforts réalisés par une ville en faveur du développement du sport à destination de ses habitants<sup>15</sup>. Pour 2012, Istanbul a été élue capitale européenne du sport, titre attribué pour la première fois à une ville d'un pays non membre de l'UE. Lors de la remise du prix, le maire d'Istanbul, Kadir Topbaş a déclaré qu'Istanbul avait été élue capitale européenne du Sport grâce à ses infrastructures sportives<sup>16</sup> et que ce prix était un pas de plus qui la mènera jusqu'aux JO<sup>17</sup>.

Ainsi, les promoteurs de l'événementiel sportif s'efforcent de construire l'image d'un pays moderne, développé, aux portes de l'UE. Le dossier de candidature aux JO de 2008 rappelle qu'Istanbul “ *est la plus grande ville d'un pays qui se prépare à adhérer à l'Union européenne* ”<sup>18</sup>. L'obtention d'une compétition sportive internationale ou les victoires des équipes turques dans les compétitions européennes sont donc saluées comme de petites avancées vers l'Europe. En 2002, au terme d'un colloque académique sur le sport en Turquie

---

<sup>12</sup> Le Sony Eriksonn WTA Championship est ainsi transféré du Qatar à la Turquie.

<sup>13</sup> Cf. <http://www.cijm.org.gr/fr/news/171-communique-de-presse>

<sup>14</sup> Cf. revue *Urbanisme*, Dossier Istanbul, n°374, septembre-octobre 2010.

<sup>15</sup> Cf. site Internet de l'Association européennes des capitales européennes du sport : <http://www.aces-europa.eu/HomeFrance/tabid/94/Default.aspx>

<sup>16</sup> Depuis sa première candidature pour les JO de 2000, la ville d'Istanbul s'est dotée d'installations sportives de très haut niveau grâce à d'importants investissements financiers rendus possible par l'adoption en 1992 de la loi de financement des JO, votée à la quasi unanimité par le Parlement turc. “ *La loi olympique turque fait en sorte que toutes les institutions publiques, administratives et municipalités donnent une priorité entière à tous les services quels qu'ils soient, demandés par le Comité de Candidature Olympique d'Istanbul*”. Voir Polo (2005).

<sup>17</sup> Cf. <http://www.trtfrench.com/trtworld/fr/newsDetail.aspx?HaberKodu=8515848e-d9cc-47a3-a8b3-117c2024e95d>

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 4.



auquel participaient, entre autres, des universitaires étrangers et un membre du CIO, Sinan Erdem, président du CNOT et également membre du CIO déclarait à l'adresse de ses invités après une visite des futures installations olympiques d'Istanbul et à l'issue d'un repas de gala, copieusement arrosé : “ *maintenant, j'espère que vous aurez compris que nous sommes des Européens !* ” Les déclarations des responsables politiques citées au début de cet article au lendemain de la victoire de la coupe de l'UEFA par le club de Galatasaray en mai 2000, s'inscrivent dans ce même ordre d'idée. En outre, ces victoires sont d'autant plus célébrées qu'elles sont obtenues sur le terrain sportif, qui serait selon A. Ehrenberg (1991) une condensation de l'idéal des sociétés démocratiques dans lesquelles la compétition entre les égaux consacrerait les meilleurs au-delà des différences de classe, de race, d'origines sociales. Le sport rétablirait ainsi une hiérarchie méritocratique contre les classements et les catégorisations humaines, les victoires sportives accordant alors le brevet d'européanité que le politique refuserait d'accorder.

#### *La diplomatie sportive : un pays réconcilié avec ses voisins ?*

Parmi les sujets sur lesquels achoppent les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, figurent les questions des relations de la Turquie avec ses voisins. Dans les rapports annuels de suivi réalisés par la Commission européenne sur les avancées réalisées par la Turquie en vue de l'adhésion, la question chypriote et les différends frontaliers avec la Grèce reviennent systématiquement depuis 1998. Pour faire avancer les négociations d'adhésion, il est attendu de la Turquie qu'elle règle ses problèmes bilatéraux avec des pays déjà membres de l'UE. Concernant les relations de la Turquie avec des pays tiers, il lui est demandé d'aligner son action sur la Politique Etrangère et de Sécurité Commune.

Ces dernières années, à l'occasion de rencontres de football entre équipes turques et équipes de pays frontaliers avec lesquels les relations diplomatiques ont parfois été très tendues, les responsables politiques turcs ont cherché à afficher leur volonté de dépasser les rivalités et les conflits anciens. Lors d'un match de la coupe de l'UEFA de 2002, opposant le club stambouliote de *Fenerbahce* au club grec de *Panathinaikos*, les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont assisté ensemble à la rencontre. Il s'agissait également d'apporter un soutien à la candidature conjointe turco-grecque à l'Euro 2008.

Cette « diplomatie sportive » a pris une dimension encore plus spectaculaire en 2008 et 2009 à l'occasion des deux rencontres de football entre les équipes nationales turque et arménienne comptant pour les éliminatoires pour la coupe du monde 2010 (voir Polo, 2010b). En effet, alors que ces deux pays n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis 1991

et que la Turquie a fermé sa frontière avec l'Arménie depuis 1993<sup>19</sup>, le président de la République turque Abdullah Gül s'est rendu en Arménie le 6 septembre 2008, à l'invitation du président arménien Serge Sarkissian, pour assister au match aller, accomplissant ainsi la première visite officielle d'un chef d'Etat turc en Arménie. Un an plus tard, le 14 octobre 2009, à l'occasion du match retour, le président arménien, qui avait conditionné sa présence dans le stade à la signature de deux protocoles rétablissant les relations diplomatiques entre ces deux pays et l'ouverture de leur frontière commune (signés le 10 octobre 2009), effectuait à son tour le premier déplacement officiel d'un président arménien en Turquie dans un cadre bilatéral<sup>20</sup>. Ces deux voyages présidentiels ont eu un tel retentissement dans ces deux Etats, mais aussi plus largement dans la région et sur la scène internationale qu'ils ont largement dépassé, pour ne pas dire éclipsé, l'enjeu sportif des deux matchs (deux victoires de la Turquie). Les deux chefs d'Etat ont saisi l'opportunité de l'événement sportif pour opérer un rapprochement, très fortement médiatisé, suscitant dans leur pays respectif espoirs, émotions (mais aussi critiques) et dans le reste du monde de chaleureux encouragements<sup>21</sup>. L'UE a fermement soutenu cette visite et la reprise du dialogue qui devait suivre entre la Turquie et l'Arménie, surtout dans le contexte de crise dans le Caucase après l'intervention russe en Géorgie. Le commissaire Olli Rehn en charge de l'élargissement, a chaudement salué cette initiative<sup>22</sup>. Enfin, même si la question de la reconnaissance du génocide arménien par l'Etat turc n'a jamais figuré comme une exigence de la part de l'Europe pour l'adhésion de la Turquie à l'UE (bien que plusieurs Etats membres en font une condition) et que les autorités turques n'ont fait aucune concession sur cette question, cette reprise du dialogue avec l'Arménie permet à la Turquie d'afficher sa volonté d'entretenir et de développer des relations constructives et apaisées avec les ennemis d'hier<sup>23</sup>.

---

<sup>19</sup> La Turquie a reconnu l'Arménie dès son indépendance après la chute de l'URSS en 1991, mais a refusé d'établir des relations diplomatiques avec celle-ci en réaction à la référence au génocide de 1905 dans sa constitution (Minassian, 2005). En 1993, Ankara décidait même la fermeture de sa frontière avec l'Arménie pour protester contre la reconnaissance du génocide arménien et par solidarité avec l'Azerbaïdjan en guerre contre l'Arménie (le Haut-Karabakh et 20% du territoire Azéri ont été -et sont encore- occupés par l'armée arménienne). Cette situation qui dure depuis entraîne de facto un blocus économique de l'Arménie.

<sup>20</sup> En 1993, le président Levon Ter-Petrossian avait assisté aux funérailles du président turc Turgut Özal et en 1999, le président Robert Kotcharian a participé, à Istanbul, au sommet multilatéral de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

<sup>21</sup> Seule l'Azerbaïdjan s'est inquiétée de l'attitude de la Turquie, son principal allié dans la région. Un rétablissement des relations diplomatiques en l'absence d'un règlement du Haut Karabakh signifierait pour l'Azerbaïdjan, la perte d'un moyen de pression sur l'Arménie. Cependant, l'Azerbaïdjan, qui a développé, ces dernières années, d'importantes coopérations énergétiques avec la Turquie (oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan) n'a pas manqué de rappeler à son allié le prix d'un éventuel revirement.

<sup>22</sup> *Hürriyet Daily News*, 6 septembre 2008 et 13 octobre 2008.

<sup>23</sup> Cependant, ses protocoles n'ayant pas été ratifiés par les parlements turcs et arméniens, ils n'ont pas été appliqués. Mais la reprise du dialogue diplomatique entre les deux pays a été accompagnée de plusieurs initiatives de coopération entre les deux pays, portés par des associations, des entrepreneurs dans les domaines culturels et économiques.

En outre cette reprise spectaculaire du dialogue entre ces deux pays peut être qualifiée d'événement au sens de Bensa et Fassin car « il manifeste à lui seul une rupture d'intelligibilité » (2002, p.4) en levant le tabou (Insel, Marian, 2009) de la question arménienne en Turquie<sup>24</sup>. Cet événement s'est opérée dans un contexte international particulier (pressions internationales croissantes pour la reconnaissance du génocide ; pressions européennes dans le contexte de la candidature à l'UE), en cohérence avec la nouvelle stratégie diplomatique de l'Etat turc (doctrine du « zéro problème aux frontières ») et suite aux pressions nationales venant de la « société civile » turque (journalistes, intellectuels, universitaires, associations de droits de l'homme, associations des minorités et notamment d'Arméniens de Turquie<sup>25</sup>), sans oublier de mentionner la charge émotionnelle très forte suite à l'assassinat du journaliste d'origine arménienne Hrant Dink, en janvier 2007. D'ailleurs, malgré l'échec relatif de la reprise des relations diplomatiques de la Turquie avec l'Arménie, la Commission européenne, dans son rapport annuel de 2010-2011, a souligné les efforts réalisés vis-à-vis de l'Arménie et plus largement avec l'ensemble de ses voisins<sup>26</sup>. Cependant, pour les autorités arméniennes, cette réconciliation spectaculaire reste de la poudre aux yeux jetée aux Européens, puisque la Turquie a rompu les engagements des protocoles. Dans un discours amer, le Président arménien déclarait en janvier 2011 que « *la Turquie aura du mal à devenir membre de l'UE sans faire face à son passé et sans avoir établi des relations constructives avec ses voisins immédiats* »<sup>27</sup>.

## **II. Le sport comme révélateur d'un rapport à l'Europe**

Si l'événementiel sportif permet de promouvoir une image positive de la Turquie en Europe, particulièrement en cas de succès, les liens entre sport, Turquie et Union européenne dessinent également un espace de mise en scène d'un rapport passionnel, parfois ambivalent, que la Turquie entretient avec l'Europe. Elément d'une modernité occidentale à laquelle la Turquie pays aspire depuis le XIXème siècle, le sport est aussi une activité à travers laquelle

---

<sup>24</sup> Pour l'Etat turc la question arménienne présente une triple dimension liées entre elles mais renvoyant à des registres de légitimation différents : les allégations de génocide qu'il faut réfuter sur le plan international et national ; la présence d'une minorité arménienne en Turquie qui revendique une reconnaissance et des droits (la question des minorités en Turquie reste très sensible et suscite régulièrement des critiques de l'UE) ; les relations, gelées, avec l'Etat arménien.

<sup>25</sup> En décembre 2008, trois mois après le match aller, quatre intellectuels turcs renommés ont lancé sur Internet une pétition demandant pardon aux Arméniens qui a recueilli plus de 30 000 signatures. Entretien avec Ali Bayramoğlu, journaliste à *Yeni Şafak*, un des initiateurs de la pétition et qui fit le voyage à Erevan pour assister au match aller, Istanbul, mars 2011.

<sup>26</sup> Cf. [http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key\\_documents/2010/package/tr\\_rapport\\_2010\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/enlargement/pdf/key_documents/2010/package/tr_rapport_2010_en.pdf)

<sup>27</sup> Cf. <http://cafjd.eu/spip.php?breve2715>

on se confronte avec l'autre, le non turc, l'européen. Le sport apparaît alors comme un espace original où les succès et les échecs affectent à la fois l'image de soi que l'on donne à l'extérieur, mais également l'image que l'on construit de soi-même.

### *Le sport, vecteur d'un projet de modernisation politique*

Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, pendant la période réformiste des *Tanzimat*, les Sultans ottomans ont cherché à moderniser l'État, l'administration, l'armée, l'éducation pour lutter contre le déclin de leur empire. De nombreuses réformes ont été réalisées sur les modèles politiques en vigueur en Europe. Alors qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'Empire poursuivait son inéluctable décadence, les « jeunes-turcs » d'abord et surtout Mustafa Kemal par la suite voulurent rompre définitivement avec l'État ottoman pour créer une Turquie nouvelle sur le modèle d'une « République moderne et laïque ». Une fois encore c'est l'Occident qui définit l'horizon de la modernité. Pour Mustafa Kemal, « *Les peuples non civilisés sont condamnés à rester dans la dépendance de ceux qui le sont. Et la civilisation, c'est l'Occident, le Monde moderne dont la Turquie doit faire partie si elle veut survivre. La nation est décidée à adopter exactement et complètement, dans le fond et dans la forme, le mode de vie et les moyens que la civilisation contemporaine offre à toutes les nations* »<sup>28</sup>. La fascination pour l'Occident a conduit Mustafa Kemal à construire, à partir de 1923, la nouvelle république turque sur le modèle européen. Toutes les réformes entreprises poursuivaient l'objectif de transformer la société turque pour l'adapter aux valeurs occidentales. Comme pour le principe d'indépendance nationale, la dimension européenne est au cœur de l'identité turque définie par le kémalisme, et jusqu'à aujourd'hui jamais remise en cause. L'obsession de la modernité va donc orienter les différentes réformes politiques des *Tanzimat* comme de la République, notamment concernant l'éducation.

Le sport moderne, tel qu'il apparaît alors en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement dans les établissements scolaires anglais (Holt, 1989 ; Mangan 1988), est alors considéré comme une activité éducative à valoriser et à développer. L'histoire du lycée de Galatasaray, véritable institution en Turquie, illustre l'attachement de ce pays à la modernité européenne dans toutes ses dimensions, y compris par la place accordée aux activités physiques dans la formation des élèves. Créé en 1868 par le Sultan Abdulaziz, avec la collaboration de Napoléon III, ce lycée francophone a pour mission de former l'élite qui devra redresser un empire qui s'effondre. Il ne sera jamais remis en cause par la République et garde aujourd'hui encore un prestige important. Très tôt, le sport a ainsi occupé une place

---

<sup>28</sup> Cité par Turgut ÖZAL, Premier ministre, puis Président de la Turquie (Özal, 1988, 208).

privilegiée dans le projet éducatif du lycée avec l'inscription dans le programme d'un cours d'éducation physique et sportif. Le lycée a d'ailleurs été la première école dotée d'un gymnase (1869). Il a également été à l'origine des premiers clubs et équipes de sport de Turquie. Ce sont des élèves du lycée qui ont créé en 1905 le club de Football de Galatasaray. Pour son fondateur, Ali Sami Yen, futur premier président de la Fédération turque de football en 1919 et quatrième Président du Comité national olympique turc (CNOT), l'objectif était de « *jouer en équipe comme les Anglais, porter le nom d'un club associé à des couleurs distinguées et battre les équipes non turques* »<sup>29</sup>. Le club de Galatasaray devint le premier club turc omnisports offrant une variété de disciplines pratiquées dans lesquelles il remporta les premiers championnats nationaux. Si aujourd'hui le club omnisports de Galatasaray n'est plus lié que symboliquement au lycée, celui-ci conserve dans ses locaux le musée du club sportif de Galatasaray. L'historiographie du lycée insiste également sur la place importante du sport dans la formation des élèves. L'histoire du sport turc est indissociablement liée à celle du lycée de Galatasaray. Le sport et l'éducation sont ainsi envisagés comme des éléments au cœur du projet de modernisation de la Turquie. Mais le sport et les rencontres internationales très tôt vont être investis par la question de la relation à l'autre et les victoires célébrées comme des étapes dans une construction nationale<sup>30</sup>.

#### *Des défaites amères pour les élites sportives*

Alors que les victoires turques dans les compétitions européennes consolident aux yeux des responsables politiques et sportifs la place de la Turquie dans l'Europe (au moins sur le ton de la boutade), les échecs, en revanche, sont souvent ressentis comme des rebuffades et font échos aux réticences des Européens vis-à-vis de la candidature turque à l'UE. Après la défaite de l'équipe de football turque lors d'un match de barrage pour la qualification à l'Euro 2004, le président de la Fédération turque de football, dénonçant avec colère un arbitrage partial déclarait : « *Les Européens ne veulent pas de nous* »<sup>31</sup>. Si ce type d'amalgame est assez rare chez les dirigeants nationaux qui, faisant généralement la part des choses, affichent plus de retenue, les échecs n'en sont pas moins ressentis avec amertume. La décision de l'UEFA, en décembre 2002, d'accorder l'organisation de l'Euro 2008 de football à la candidature austro-helvétique au détriment de la candidature turco-grecque a nourri d'autant plus de dépit qu'elle a été décidée le jour même du report de l'ouverture des négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'UE. Très déçu par le vote final de l'UEFA (la candidature turco-grecque

<sup>29</sup> Site Internet du club de supporters de Galatasaray ([www.geocities.com/cimbomfrance/infosgenerales.html](http://www.geocities.com/cimbomfrance/infosgenerales.html)).

<sup>30</sup> Cf. *Toplumsal Tarih*, n°113, mai 2003.

<sup>31</sup> Cf. *Yahoo Italie*, 17 novembre 2003 (<http://it.sports.yahoo.com/031117/212/2j524.html>).

n'ayant été battue qu'au dernier tour de scrutin), le coordinateur turc du Comité de candidature rappelait que cette candidature conjointe avait pourtant une belle allure et une formidable signification politique<sup>32</sup>. Sans l'exprimer explicitement, il semblait considérer que ce qui avait prévalu dans le choix était avant tout lié à une meilleure intégration de la Suisse et de l'Autriche dans l'Europe, tant du point de vue sportif (le président de la Fédération internationale de football, suisse, soutenait cette candidature) que du point de vue strictement politique, puisque l'Autriche est déjà membre de l'UE et que la Suisse, elle, dédaigne en faire partie. Pour ce dirigeant sportif, bien que ces pays n'avaient pas d'équipes capables de rivaliser au plus haut niveau européen (argument du sport comme espace de confrontation à « la régulière »), ils présentaient les garanties financières rassurantes des pays riches<sup>33</sup>. À l'inverse, la Turquie et la Grèce, dont la candidature offrait pourtant des qualités à la fois par la valeur symbolique du projet que par ses aspects sportifs, étaient reléguées par la décision de l'UEFA au rang de pays de seconde zone, à la périphérie de l'Europe. A demi-mot, il ajouta que si la Turquie avait été membre de l'Union européenne, l'issue aurait certainement été plus favorable.

Les mêmes déceptions et sentiments d'injustice étaient perceptible quand le CIO publia en mai 2004 la liste des cinq villes retenues comme candidates pour les Jeux de 2012 sans sélectionner Istanbul : « *Istanbul avait été acceptée comme candidate pour 2008 et pas pour 2012 ? Son dossier était soudain devenu moins bon ? Non au contraire, il était meilleur ! Alors ?* » s'interrogeait le secrétaire général du Comité de candidature soulignant qu'aujourd'hui dans le contexte de la bataille féroce pour l'obtention des Jeux, la qualité intrinsèque des candidatures n'était plus suffisante<sup>34</sup>. Les échecs sportifs turcs rappellent ainsi les réticences européennes vis-à-vis de la candidature turque à l'UE. Ils renforcent un sentiment de marginalisation pour un pays dont les frontières se trouvent aux confins orientales de l'Europe. Toutefois, moins pessimiste, la secrétaire générale du Comité national olympique turc considérait pour sa part, qu'à défaut d'intégrer un jour l'UE (une perspective à laquelle elle semblait ne plus y croire vraiment), cette candidature avait au moins la vertu de faire progresser la Turquie sur la voie de modernité politique<sup>35</sup>.

### *Le sport révélateur des frustrations politiques : le nationalisme des supporters turcs*

---

<sup>32</sup> Entretien, Istanbul, décembre 2002.

<sup>33</sup> Il faut rappeler qu'en 2001-2002, la Turquie a été frappée d'une violente crise financière et bancaire qui a entraîné une dévaluation de 50% de sa monnaie.

<sup>34</sup> Entretien, Istanbul, mai 2008.

<sup>35</sup> Entretien, Istanbul, mai 2008.

L'attitude de certains supporters turcs de football sportifs turcs trahisse une forme d'ambivalence des Turcs vis-à-vis de l'Europe, à travers l'exaltation d'un nationalisme peu amène à son égard. Alors même que les Turcs sont favorables à une adhésion à l'UE<sup>36</sup>, les rencontres sportives de football entre une équipe turque et une équipe d'un autre État européen sont l'occasion d'impressionnantes démonstrations nationalistes (Bora, 2002). Des paroles guerrières sont chantées ou peintes sur les banderoles déployées : « *Avrupa Fatihî* » (les conquérants de l'Europe) ; « *Europe, entends-tu les pas des Turcs qui avancent* » ; « *Tremble de peur Europe, nous arrivons* ». Ces manifestations sont particulièrement fortes à l'occasion de rencontres contre des équipes originaires de pays autrefois sous domination ottomane. Lors de match contre les équipes grecques, les supporters les plus extrémistes ne manquent pas de rappeler la puissance ottomane en puisant dans l'imagerie d'un Empire maître de l'Europe. Lors d'un match de football en coupe d'UEFA entre le club turc de *Fenerbahçe* et le club grec de *Panathinaïkos*, les supporters turcs avaient inscrit sur des panneaux géants : « *Grec, entends-tu les pas des soldats de Mehmet le Conquérant* »<sup>37</sup>. Ces slogans belliqueux et les comportements violents de certains supporters viennent renforcer les représentations déjà négatives des Européens vis-à-vis des Turcs perçus comme violents et extrémistes.

Selon Tanil Bora, ce nationalisme sportif s'est particulièrement développé dans le contexte politique des années 1980, sous l'influence des mouvements nationalistes politiques. Après le coup d'État militaire de 1980 qui mettait un terme à une guerre civile larvée et alors que l'armée luttait contre le mouvement séparatiste kurde dans le Sud-Est, le nationalisme permettait de restaurer une unité nationale fragilisée et de manifester l'attachement à la République unifiée<sup>38</sup>. L'arène sportive servait alors de ciment national contre les forces politiques centrifuges. Aujourd'hui, le nationalisme sportif apparaît comme une parade vis-à-vis d'un ailleurs désiré par tous mais ressenti comme une forteresse hostile et arrogante. Ainsi, pour un leader d'un club de supporters de Galatasaray (*Ultra Aslan*), l'organisation d'une compétition ou les victoires turques internationales ne peuvent pas servir véritablement la candidature turque à l'Union européenne car « *de toute façon, l'Europe ne veut pas de nous car nous sommes musulmans* »<sup>39</sup>. Ainsi, alors que les élites occidentalisées revendiquent la

---

<sup>36</sup> Ces dernières années, les enquêtes d'opinion font apparaître une forte érosion des partisans de l'adhésion à l'UE, voire d'une forme de lassitude et d'un euroscepticisme croissant. Alors qu'ils y étaient favorables à plus de 75% au début des années 2000, les tergiversations européennes ont largement entamé ce crédit puisqu'ils ne seraient plus qu'une petite majorité à la souhaiter ou tout à moins à être convaincus qu'elle se fera un jour.

<sup>37</sup> Il s'agit du Sultan ottoman qui a conduit la prise de Constantinople en 1453.

<sup>38</sup> *Op. Cit.*, p. 378.

<sup>39</sup> Entretien avec un responsable du club des supporters de Galatasaray « Ultra Aslan », juillet 2002.

reconnaissance de l'identité européenne de la Turquie, certains supporters, au contraire, se sentant discriminés, exaltent une altérité menaçante pour l'Europe, en puisant dans l'imaginaire historique de la conquête ou le registre religieux. Toutefois, pour d'autres supporters des *Ultra Aslan*, la participation aux compétitions sportives européennes vaut reconnaissance de l'appartenance à l'Europe : « *de toutes façon, on est déjà dans l'Europe puisqu'on participe à l'UEFA* »<sup>40</sup>. Il est intéressant de noter que cette équation a pu être également exprimée par des jeunes issus de l'immigration en France (Weill, 2010, 115-116).

En outre, si les dirigeants sportifs sont tenus, par leur fonction, de faire preuve de mesure dans leurs déclarations publiques, les supporters peuvent, eux, laisser éclater leurs frustrations sociales et politiques. Le stade demeurerait ainsi comme « un des rares espaces où l'on tolère, dans des limites bien définies, le débridement des émotions collectives » (Bromberger, 9). Mais les responsables sportifs et politiques sont conscients que la violence dans les stades nuit profondément à l'image de la Turquie en Europe, renforçant celle héritée du passé d'un peuple de conquérants (Kuran-Burçoglu, 2002). Cependant, les efforts pour neutraliser ces passions « footballistiques » ne sont pas toujours couronnés de succès. Lors de la rencontre entre *Fenerbahce* et *Panathinaikos* (coupe de l'UEFA, 2002), les ministres des Affaires étrangères des deux pays présents dans le stade ont voulu entamer un tour d'honneur afin de faire de ce match le symbole d'une réconciliation et d'apporter leur soutien à la candidature conjointe à l'Euro 2008. Mais suite à l'avalanche d'objets divers lancés par les supporters, ils ont dû interrompre leur initiative, donnant au final un piteux aperçu des faibles dispositions fraternelles des supporters. Dans une moindre mesure, à l'occasion du match Turquie-Arménie qualificatif à la coupe du monde de 2010 (14 octobre 2009), malgré un dispositif de sécurité exceptionnel mis en œuvre pour prévenir tout débordement, une bronca a retenti lorsque l'hymne arménien a été diffusé.

Les résultats obtenus étant inverses aux effets escomptés, ces événements attestent d'une des limites du pouvoir potentiel du sport comme simple instrument politique au service d'une politique gouvernementale. Néanmoins, plus que la haine ou la bêtise dénoncées par certains, il démontre que le sport est un formidable révélateur des frustrations, des impensés, des malaises de groupes d'individus ou d'une communauté nationale. Que ce soit les jeunes « beurs » à la recherche de leur place dans la France d'aujourd'hui lors du match France-Algérie en 2001 ou les supporters tures convaincus d'être méprisés par une Europe qu'ils désirent, la scène sportive permet l'expression d'une revanche symbolique sur le monde réel des relations sociales et politiques. La passion des supporters révèle aussi une perception

---

<sup>40</sup> Entretien, juillet 2002.



différente des enjeux des rencontres. Si les organisateurs croient ou, du moins espèrent, que les victoires ou l'organisation des compétitions améliorent l'image de leur pays, les supporters restant sceptiques, préfèrent afficher leur puissance en puisant dans un répertoire identitaire idéalisé de conquérants de l'Europe.

L'ambiguïté de la relation à l'Europe dévoile ainsi selon Can Kozanoğlu une véritable schizophrénie sociale d'une Turquie en pleine crise identitaire entre l'affirmation nationaliste, et le désir d'Europe (1999, 118). Malgré les dénonciations et les discours belliqueux, l'Europe reste la référence suprême ; briller dans les coupes européennes est plus valorisant que dans le championnat national<sup>41</sup>. Lors d'une rencontre du championnat turc de football, les supporters du club de Galatasaray (participant à la coupe d'Europe) ont crié des slogans contre l'équipe adverse pour rappeler que celle-ci n'était pas admise dans le cercle restreint des équipes disputant les coupes d'Europe : « *Nous sommes Européens, nous jouons en Champions' League et vous, où jouez-vous ?* » (Kozanoğlu, 120). Cette provocation démontre une fois de plus à quel point l'Europe est synonyme d'excellence. Apparaissant comme un horizon éloigné, l'Europe peut être donc critiquée, défiée, mais elle reste aussi la référence suprême à laquelle on se mesure et, en dernier lieu, que l'on convoite.

En tant que reflet du lien ambigu de la Turquie à l'Europe, l'arène sportive prend donc une dimension politique saillante, qui brouille les frontières entre sport et politique, entre l'usage stratégique de l'événementiel sportif par les élites dirigeantes et les processus d'identification que le sport permet pour l'ensemble de la population. Alors qu'Andy Smith opère une distinction « entre l'identité telle qu'elle est instrumentalisée par la politique de l'identité telle qu'elle est vécue par les membres d'un groupe social » (2002, 103), on ne peut pas se contenter ici d'une simple analyse en termes d'instrumentalisation. D'abord parce que l'usage de ce terme renvoie à l'idée d'un usage du sport dévoyé, détourné de ses fonctions premières, ce qui implique de postuler une séparation étanche entre les activités sportives et le politique. Or les grandes compétitions sportives internationales s'inscrivent, de fait dans des espaces de compétition entre les nations. Ensuite, une lecture en terme d'instrumentalisation du sport ne permet pas de penser complètement les relations entre sport et politique en Turquie, ni de saisir les spécificités des relations de la Turquie à l'Europe. Les enjeux politiques du sport dans ce pays vont ainsi bien au-delà des bénéfices personnels que pourraient en retirer les autorités politiques, même si l'actuel Premier ministre turc ne manque

---

<sup>41</sup> Même si, comme dans les exemples cités par A. Smith (2002, 60), le championnat national reste la compétition la plus importante, notamment entre les trois clubs d'Istanbul qui se disputent le titre quasiment chaque année, les derbys stambouliotes étant régulièrement le théâtre d'affrontements violents entre supporters.

pas habilement de rappeler son passé de footballeur. Enfin, de même que l'analyse des significations du sport permet de saisir les évolutions sociopolitiques des sociétés (Elias, Dunning, 1987), on peut appréhender à travers le sport les représentations dominantes. Le sport en Turquie est porteur de significations politiques propres à la relation qu'entretient la Turquie avec l'Europe. Il permet de saisir comment les autorités turques, les dirigeants sportifs, les supporters tentent de conjurer le mépris dont ils se sentent victimes par une Europe désirée. Ainsi l'événementiel sportif en Turquie renvoie à une pluralité d'enjeux politiques dont la compréhension est à rechercher dans une interpénétration dynamique des logiques qui les sous-tendent et dans la mise en perspective historique de la relation de la Turquie à l'Europe.

---

## Références bibliographiques

- Bensa Alban, Fassin Eric (2002). « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38.
- Bora Tanil (2002), "Football and its audience : staging spontaneous nationalism", in Yerasimos Stéphane, Seuffert Günter, Vorhoff Karin (dir.), *Civil Society in the Grip of Nationalism*, Istanbul, Orient Institut & IFEA, pp.375-402.
- Bromberger Christian (1995), *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme
- Coubertin Pierre de, Samaranch J. (1992), *L'esprit olympique*, Editions L'esprit du temps.
- Defrance Jacques (2000), "La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif", *Politix*, Vol. 13, n°50, pp. 13-27.
- Dine Philip, Crosson Sean (dir.) (2010), *Sport, Representation and Evolving Identities in Europe*, Peter Lang.
- Ehrenberg Alain (1991), *Le culte de la performance*, Paris, Calman-Levy.
- Elias Norbert, Dunning Eric (1987), *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard.
- Gillon Pascal, Grosjean Frédéric, Ravenel Loïc (2010), *Atlas du sport mondial. Business et spectacle : l'idéal sportif en jeu*, Paris, Autrement.
- Holt Richard (1989), *Sport and the British*, Oxford, Clarendon Press.
- Insel Ahmet, Marian Michel (2009). *Dialogue sur le tabou arménien*, Paris, Editions Liana Levi.
- Insen Ahmet (dir.) (2000), *La Turquie et l'Europe. Une coopération tumultueuse*, Paris, L'Harmattan.
- Kozanoğlu Can (1999), "Beyond Edirne. Football and the national identity crisis in Turkey", in Armstrong Gary, Giulianotti Richard (eds), *Football Cultures and Identities*, London, Macmillan.
- Kuran-Burcuoğlu Nedret (2002), "L'image des turcs en Europe", Raulin Arnaud (dir.), *Les chemins de la Turquie vers l'Europe*, Arras, Artois Presses Université, pp. 67-81.
- Mangan J. A. (1988), *Pleasure, Profit, Proselytism: British Culture and Sport at Home and Abroad, 1700-1914*, London, Frank Cass.
- Milza Pierre (1984), "Sport et relations internationales", *Relations internationales*, n°38.
- Minassian, Gaïdz (2005), *Géopolitique de l'Arménie*, Ellipses, Paris.
- Monceau Nicolas (2009), « L'Europe au miroir de la Turquie », *Politique européenne*, n°29, p. 7-24.
- Özal Turgut (2008), *La Turquie en Europe*, Paris, Plon.
- Polo Jean-François (2010a), « L'événement sportif au service de l'événement politique ? Les matchs de football entre la Turquie et l'Arménie de 2008 et 2009 », Colloque *Le sport transformé en événement : usage politique et pouvoir symbolique*, Maison des Sciences de l'Homme d'Alsace, Strasbourg, 14-15 janvier.
- Polo Jean-François (2010b), « Le sport au service d'une réconciliation entre les nations ? La diplomatie sportive en Turquie à l'épreuve de l'Histoire », communication au Colloque *Le sport et la guerre, XIX-XXe siècles*, 14ème Carrefour d'histoire du sport, Site des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, 28-30 octobre.
- Polo Jean-françois (2005), « *Avrupa Fatih*. Les enjeux européens du sport en Turquie » in Guionnet Christine, Arnaud Lionel, *Les frontières du politique*, PUR, Rennes, pp. 209-232.
- Thiesse Anne-Marie (1999), *La création des identités nationales*, Paris, Seuil.
- Weill Pierre-Edouard (2010), « *Plutôt l'UEFA que l'UE !* ». (dés-)enchantement de l'identification à l'Europe des jeunes de milieux populaires issus de l'immigration. », *Politique européenne*, 30, pp.107-130.